LA DÉFENSE

DES VICTIMES DU FASCISME ET DE LA TERREUR BLANCHE

Bulletin hebdomadaire des Groupes d'Action contre la répression

DIRECTION :
55, rue du Fg-Montmartre, Paris-9e
Téléph. : Trudaine 77-41 / 77-42

On est prié de reproduire les articles et informations publiés ici.

Au secours de l'Italie martyrisée !

25 Novembre 1926.

SOMMAIRE DU N° 24

EDITORIAL

Depuis l' « attentat » de Bologne, une vague de terreur sans précédent a déferlé sur la malheureuse Italie.

Ce pays qui, depuis l'avènement du fascisme, n'a connu ni la paix ni le repos, vit aujourd'hui dans l'angoisse.

Chaque jour qui vient signifie pour ses habitants : meurtres, assassinats, crimes, incendies. Il n'est presque pas de seconde qu'on n'enregistre de l'autre côté des Alpes un nouveau forfait à l'actif des chemises noires. Pour un geste, on bat. Pour un mot, on tue.

Plus de liberté de presse, plus de droit de réunion, plus de liberté d'association. Tout ce qui constitue l'apanage d'un peuple civilisé est là-bas supprimé.

Une bande de gredins, généralement racolés dans la lie des provinces, est au pouvoir et fait ce que bon lui semble. Leur chef, Benito Mussolini, qui trempa dans l'assassinat de Matteoti, dirige les destinées de la péninsule. Or, le scandale a déjà trop duré.

Il faut, et le plus vite possible, mettre un terme à la sauvagerie fasciste. Aux yeux de l'opinion française honnête, le procès du fascisme n'est plus à faire. L'affaire Garibaldi vient à nouveau de montrer un de ses nombreux aspects.

Mais que l'opinion française sache et qu'elle ait déjà jugé, cela ne suffit pas. Elle doit agir. Tous les gens de cœur doivent se grouper, unir leurs efforts pour l'œuvre de dénonciation et de protestation.

ITALIE

LA PEINE DE MORT VOTÉE PAR LE SÉNAT

Le Sénat s'est prononcé sur le projet de loi gouvernemental, déjà voté par la Chambre, rétablissant la peine de mort en Italie.

Nous avons donné, dans notre précédent Bulletin, une analyse des articles de cette loi. Sous le régime des chemises noires, il est bien facile d'accuser un citoyen antifasciste de provocation à l'insurrection ou de pousser à la guerre civile. Ainsi toute personne qui est contre le régime actuel d'Italie est à la merci des juges fascistes, qui auront maintenant la possibilité de se libérer légalement et sans courir les dangers d'un assassinat dit « illégal », comme ce fut le cas pour Matteotti et d'autres, des citoyens dont l'existence pourrait gêner la tyrannie fasciste.

Le rétablissement de la peine de mort ne fait que légaliser un état de fait existant depuis quatre ans. En effet, le nombre de citoyens assassinés par les fascistes jusqu'à présent surpasse le chiffre de plusieurs centaines. Seulement au cours de septembre 1925-septembre 1926, les chemises noires ont tué soixante-seize citoyens et ouvriers non fascistes, mais les coupables, tout en étant notoirement connus, même par la police, ont pu librement se promener et se vanter publiquement de leurs exploits sanglants. Dumini, le bandit qui assassina Matteotti, se vantait publiquement d'avoir tué plus d'une douzaine de citoyens non fascistes, sans avoir été pour cela jamais inquiété. A Milan, lors des journées de terreur du 1er et 2 novembre, l'assassin reconnu de l'employé de tramways Oldani, d'autres sicaires comme Giampaoli et ceux au service d'un autre des assassins de Matteotti, le triste sire Volpi, ont dirigé le pogrom contre la population milanaise.

Ces instruments de la terreur fasciste ont pillé et saccagé des centaines de maisons, de locaux d'organisations et rédactions de journaux, mais jamais l'article 252 du Code Pénal (concernant ces délits) n'a été appliqué contre eux.

La loi actuelle rétablissant la peine de mort déplace ce « droit de meurtre » consenti « de facto » aux fascistes, du simple bandit en chemise

noire au pouvoir judiciaire, plus simplement au gouvernement fasciste, qui légalise ainsi sa qualité de bourreau.

Cela n'empêche que les bandits fascistes ne pourront plus jouir, de fait, de ce « droit de meurtre ».

« Un tribunal extraordinaire siègera à Rome - est dit dans le rapport de M. Rocco, garde des Sceaux - sous les yeux du gouvernement, ce qui est un gage d'impartialité. »

Ce tribunal extraordinaire sera composé de « consuls » fascistes, et qui seront nommés par décret du gouvernement.

Cela montre nettement le caractère de ce tribunal du meurtre.

Le fascisme veut quand même harmoniser les textes de ces lois de Terreur blanche avec... la Constitution!! On sait, en effet, que l'article 71 de celle-ci interdit la création de tribunaux extraordinaires. Mais les législateurs fascistes, pour en sortir, déclarent que « la Constitution n'avait visé que le pouvoir exécutif ». « Le Tribunal peut toutefois établir un tribunal d'exception ! ! »

Le tribunal susdit sera présidé, nous apprend-t-on, par un soudard, du nom de Groziani, bien connu, pour ses cruautés, des soldats qui combattirent lors de la guerre mondiale.

Mussolini a voulu intervenir personnellement au cours du débat au Sénat, pour dire, entre autres, que « c'est le peuple italien lui-même qui réclame des mesures extraordinaires. »

Le « Duce », comme tous les tyrans, veut couvrir ses infamies par le « consentement » du peuple italien, du même peuple qu'il fait assassiner, traquer et martyriser par ses bandes fascistes !

Mais, comme toujours, la note comique ne manque jamais : M. Rocco a conclu son exposé avec ces mots :

« La loi proposée est une loi de restauration, d'ordre civique et de reconstruction, de paix et de concorde. »

Le temps où on proclamait la fameuse « paix de Varsovie » n'est donc pas si loin ! !

Les lois infâmes promulguées par le fascisme en Italie ne pourront garantir que la paix des cimetières.

QUELQUES MESURES : L'EMPREINTE DIGITALE SUR LES CARTES D'IDENTITÉ

La « Gazette Officielle » publie les dispositions concernant la carte d'identité, dont tous les citoyens italiens doivent être munis.

« La carte d'identité sera formée d'un carton blanc. Elle contiendra la photographie sans chapeau, du titulaire de la carte et l'empreinte digitale. »

Ainsi donc le gouvernement fasciste considère les citoyens italiens comme des criminels de droit commun.

LA « FASCISTISATION » OBLIGATOIRE... DU CORPS ENSEIGNANT

Le journal « Le Temps », publie la nouvelle suivante de son correspondant de Rome :

« M. Mussolini, qui a été instituteur, connaît bien l'influence exercée par les maîtres, qui modèlent l'esprit et la conscience des enfants et en font ou de bons patriotes ou des ennemis de la nation et de la société.

« Quand la Chambre a discuté la loi sur les corporations, M. Mussolini avait déclaré que non seulement les fonctionnaires, les officiers et les sous-officiers ne pouvaient pas se grouper en associations syndicales, mais pas davantage les membres de l'enseignement. Le professeur, selon le « Duce », remplit dans la vie nationale une fonction aussi délicate que l'officier et le juge. Aussi, dans la lutte actuelle contre les ennemis du fascisme, l'épuration du corps enseignant se poursuit-elle impitoyablement.

« Les instituteurs primaires, les professeurs des lycées accusés de ne pas avoir tenu compte, au point de vue national, des circulaires du ministre de l'instruction publique, ont quinze jours pour répondre aux accusations d'antifascisme. Un certain nombre de professeurs et d'instituteurs ont déjà été révoqués. Quant à l'enseignement supérieur universitaire, depuis l'année dernière, plusieurs professeurs ont été privés de leur chaire et les recteurs de l'ancien régime remplacés. »

Mussolini veut obliger, par la faim, les instituteurs et professeurs à devenir fascistes, comme depuis longtemps il l'a fait vis-à-vis des ouvriers, en les faisant syndiquer par force aux organisations syndicales fascistes.

... DE MÊME QUE DES CONCIERGES

Le gouvernement fasciste ne se borne pas à vouloir « fascistiser » les instituteurs et les professeurs et, en général, tous les citoyens d'Italie, y compris... les enfants des écoles primaires. Dans chaque maison, il veut qu'il y ait comme concierge une personne qui espionne les locataires, sache leurs habitudes et s'informe de leurs idées politiques. Par conséquent, il a fait annoncer que tous les concierges doivent être des personnes asservies aux autorités politiques fascistes et à la police, pour que celles-ci aient la possibilité de « coffrer » les locataires réfractaires au fascisme, les lois actuelles permettant de se libérer au minimum pendant quelques années de quiconque n'accepte pas le verbe fasciste.

MUSSOLINI RENFORCE SES DEUX POLICES

A la suite des événements de Bologne et du déplacement de M. Federzoni, Mussolini a repris en mains la direction des Affaires intérieures. Déjà la police en Italie avait été renforcée énormément, car il croit pouvoir dominer le peuple italien, nettement antifasciste, grâce à un appareil policier immense.

La coordination des services de la police ordinaire et de la police fasciste est en cours de réalisation.

Mussolini veut perfectionner à l'extrême l'appareil des deux polices, pour pouvoir à tout moment déclencher une nouvelle vague de terreur organisée.

COMMUNISTES ASSASSINÉS OU ARRÊTÉS

A Viareggio, l'ex-député communiste et avocat Salvadori a été tué.

Les fascistes se sont rendus à son bureau d'avocat, et l'ayant trouvé lui ont fait « justice » sommairement. M. Salvadori est mort, comme tant d'autres professeurs et travailleurs, assassiné chez lui, par les fascistes armés. Ainsi mourut une des premières victimes du fascisme, à Florence, M. Spartaco Lavagnini; ainsi mourut à Turin, lors du massacre de 1922, le comptable Berruti; ainsi moururent tant d'humbles et inconnus travailleurs, devant leurs familles terrorisées.

Les nouvelles sur M. Alfonso Leonetti, rédacteur en chef du journal communiste l'« Unità », sont des plus alarmantes. On se souvient que blessé grièvement il fut transporté à l'hôpital dans un état très grave.

A Milan, les communistes Scoccimarro, Flecchia et Ferrari ont été arrêtés.

A Rome, l'ex-député Gramsci, communiste, a été arrêté, mais on ignore toujours son véritable sort. On a cru pendant un certain temps à son assassinat. Ce qui est certain c'est qu'aussitôt arrêté M. Gramsci, malade déjà et doué d'une frêle constitution, a été torturé de la façon la plus odieuse, par les assassins en chemise noire de Mussolini. Mais depuis ce moment-là, aucune nouvelle ne nous en est plus parvenue.

A NAPLES ON BAT L'ENFANT DE M. LABRIOLA

Nous avons déjà annoncé que la maison de M. Labriola, ancien ministre, a été pillée et brûlée.

On nous écrit maintenant que le fils de M. Labriola, âgé de quatorze ans, a été déshabillé complètement, emmené dans la rue et battu devant le public !

L'HISTORIEN FERRERO, PRISONNIER DU FASCISME

Les journaux genevois avaient publié la nouvelle, d'après laquelle M. Ferrero et sa femme auraient tenu, à l'Université de Genève, deux confé-

rences. Les deux personnalités n'ont pas pu se rendre en Suisse, « pour des raisons indépendantes de leur volonté ».

Le gouvernement fasciste veut donc empêcher que les citoyens italiens se rendent à l'étranger, car il craint la répercussion des nouvelles sur la situation malheureuse du peuple italien.

LES « DISPARUS »

Les travailleurs et les citoyens d'Italie n'ont plus de nouvelles de plusieurs personnes, connues ou ignorées des foules.

Jusqu'à présent, ces personnes sont classées sous le nom de « disparus ». Parmi ces « disparus », on doit nommer Bordiga, Tasca, les députés Di Vittorio et Repossi, tous communistes connus.

A Viareggio, le communiste Martini a été enlevé de chez lui le 4 novembre par une escouade de fascistes. Il a été jeté dans une automobile et emmené loin. Où ? On ne le sait pas. Quel est son sort ? On l'ignore, sans doute l'a-t-on assassiné.

DANSE SAUVAGE

Le député Gavazzoni, député populaire (catholique) de Bergamo, a été enlevé de chez lui, et transporté sur une colline. Pendant qu'on l'emmenait, les bandes fascistes lui crachaient à la figure, et le frappaient à coups de pied et de poing. Sur la colline, les fascistes dressèrent une potence. Ils mirent autour du cou du député un nœud coulant, et on le fit monter sur un tabouret improvisé, en lui faisant croire qu'on allait le pendre. Pendant ce temps, les fascistes dansèrent autour de M. Gavazzoni une sarabande sauvage.

A la fin, le député de Bergamo fut batonné jusqu'au sang et transporté à l'hôpital dans un état grave.

A LA POTENCE !

A Trevise, les frères Ronfini furent, traînés dans les rues de la ville, la corde au cou.

Des chemises noires leur crachaient à la figure, d'autres les frappaient sauvagement à coups de « manganello », de cravache et de bâton. D'autres encore, s'exhibaient devant les deux citoyens, en faisant des gestes et actes obscènes, en les accompagnant d'expressions grossières. Ensuite on les transporta en dehors de la ville, où on avait fait dresser une grande potence. Les fascistes firent semblant de les pendre, en même temps qu'ils dansaient autour d'eux une danse fasciste, digne des cannibales.

Les frères Ronsini furent laissés à terre, ensanglantés et blessés gravement.

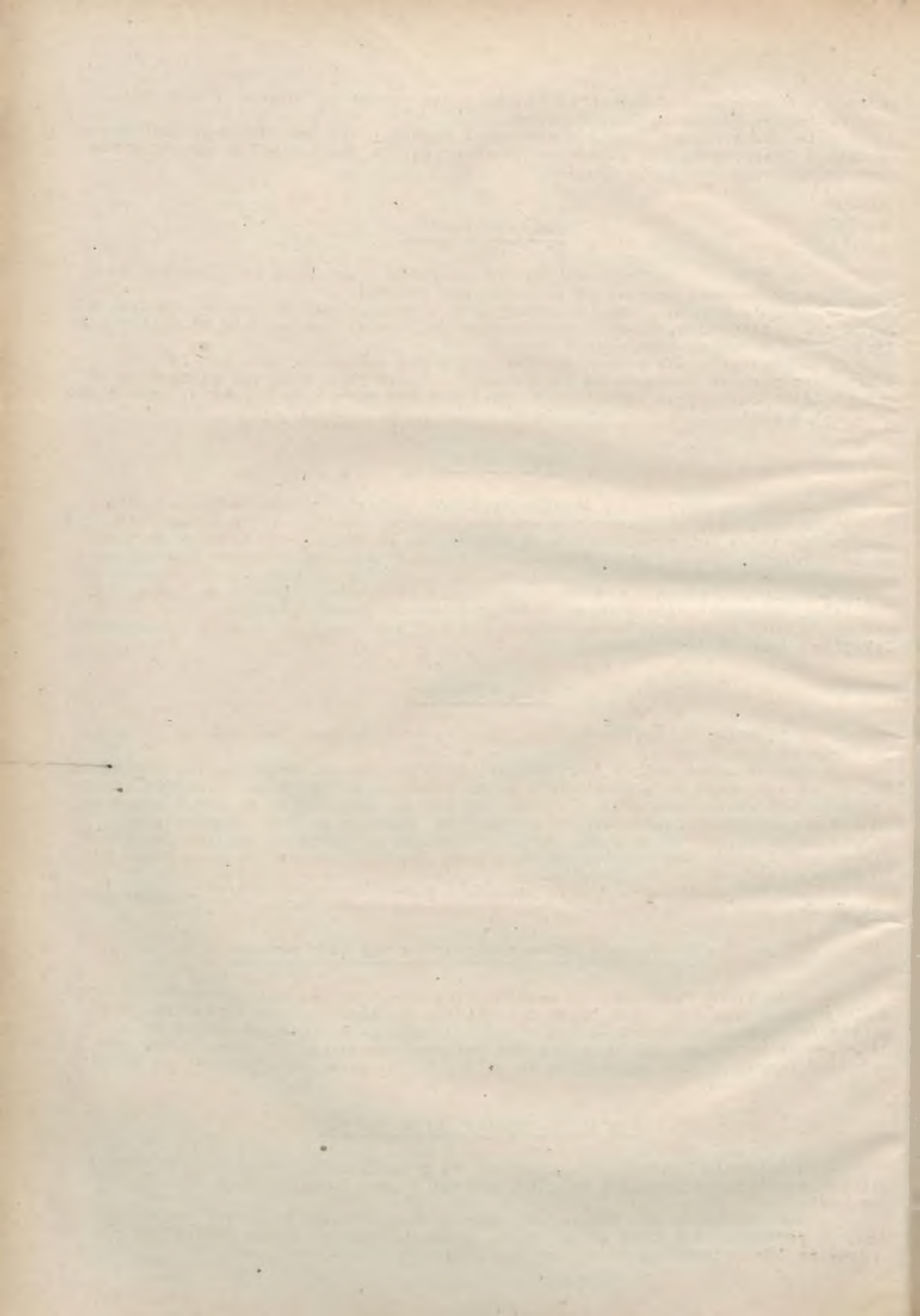
ON TRANSPORTE DES MALADES ET ON LES FAIT MOURIR

Nous avons rapporté, la semaine dernière, que les malades de la clinique du Dr Bergamo ont été transportés à l'hôpital pendant que les fascistes, avec plusieurs bidons d'essence, s'apprêtaient à mettre le feu à la maison et à détruire la clinique. Des hospitalisés transportés de la clinique, « par les soins du fascio », à l'hôpital de la ville, trois sont morts pendant le trajet.

CRAVACHÉS PENDANT TOUTE UNE NUIT

A Vittorio Veneto, une trentaine de républicains, ayant à leur tête l'ingénieur Bonnetti ont été enlevés, chacun à leur tour, pendant la nuit, de chez eux.

Les fascistes les traînèrent dans la rue à coups de pieds. On les fit ensuite parcourir les rues de la ville, pendant toute la nuit, tandis que des argousins les frappaient sauvagement à coups de cravache.



LES FASCISTES VERNISSENT LA FIGURE DES OPPOSANTS

A Côme, un grand nombre d'antifascistes, et même de libéraux de droite, ont été enlevés de chez eux, et on leur a peint la figure avec les trois couleurs : rouge, blanc et vert. Ainsi maquillés, les fascistes les ont obligés à parcourir les rues de la ville. Parmi ces citoyens, on note le propriétaire d'une fabrique de montres; M. Moudadori, propriétaire d'une fabrique de ciment, et le commandeur Rosasco, propriétaire de soieries.

LA TERREUR A COME

A Côme, la terreur n'a pas eu de bornes. Le nombre de citoyens bâtonnés est très élevé.

Celui des maisons dévastées et brûlées l'est aussi. Entre autres, on doit noter celles des députés Beltramini-Frontini et Noseda, socialistes ; l'habitation du prêtre Mejana. Ce dernier a été violemment bâtonné.

MM. Cazzamalli, l'ex-maire Nulli et une dizaine d'avocats de Côme ont eu leurs bureaux ou habitations brûlés ou dévastés.

LA ROMAGNE EN PROIE A LA TERREUR

On ne connaît pas encore tous les événements qui se sont déroulés en Romagne, région natale de Mussolini. Les premières nouvelles nous font savoir que la terreur la plus inouïe n'a pas eu de bornes, surtout à Ravenna, Cesena, Forli, Ymola.

Le chef des républicains de Forli, le Dr Spallicci, est disparu.

A Cesena, le député Macrelli, républicain, a été poursuivi dans la rue à coups de revolver. Sa maison a été brûlée.

Toujours à Cesena, le fils du feu député républicain Comandini a été battu jusqu'au sang.

LE PILLAGE A MILAN

Les fascistes, après avoir dévasté la maison du député Chiesa, républicain, ont enlevé les meubles en les mettant dans un camion, où ils ont placé une grande pancarte, avec cette légende : « Cercle de la Porte Magenta ». Le même député a eu sa villa de Marina di Massa saccagée et incendiée.

LA SARDAIGNE SOUS LA TERREUR FASCISTE

On se souvient qu'à Cagliari, le député Lussu, leader du Parti Sarde d'Action, tua un fasciste qui, avec une bande de chemises noires, avait pénétré dans sa maison.

M. Lussu fut arrêté et il choisit pour défenseur l'avocat Marcello. Celui-ci reçut une sommation du fascio local, dans laquelle on lui enjoignait de ne pas défendre M. Lussu. M. Marcello n'accepta pas l'injonction fasciste, et pour cela, il fut arrêté et écroué en prison.

D'autres nombreuses arrestations ont eu lieu à Cagliari. On en compte environ cent. Parmi les arrêtés, il y a le député Sanna-Randaccio, ex-sous-secrétaire à la justice, les avocats Pais, Asquer, Mereu, Angius, Sanna-Calabresi, Pintus, Mastio et d'autres.

Les bureaux des avocats Pais et Mulas ont été détruits et incendiés. La fabrique de chocolat de M. Cocco a été gravement endommagée.

Les sièges des organisations catholiques, le Cercle des boy-scouts catholiques, le Cercle universitaire catholique et d'autres locaux d'organisation ont été ravagés. Nous avons déjà annoncé la destruction du journal quotidien catholique « Il Corriere di Sardegna » et le journal sardiste « Il Solco ». Ce dernier a subi plus de 200.000 lire de dommages. L'Université a été occupée par les fascistes en armes qui en interdisent l'accès aux étudiants et professeurs non fascistes.

La ville est occupée militairement par les chemises noires, qui sont conduites par le député Pili.

D'autres nouvelles nous parviennent sur les exploits fascistes à Cagliari.

Les fascistes ont ramassé tous les papiers trouvés dans les bureaux des avocats, pillés, et en ont fait un grand feu dans la rue.

D'autres fascistes ont distribué des lettres privées, à caractère intime, parmi les chemises noires. Celles-ci avaient l'ordre de lire publiquement ces lettres. En effet, aux terrasses des cafés, les fascistes en ont donné lecture, en les accompagnant d'insultes envers les familles des non-fascistes.

La chasse aux non-fascistes a encore eu lieu dans d'autres localités de la Sardaigne, à Sassari notamment. Un grand nombre de citoyens ont été bâtonnés.

COMMENT ONT OPÉRÉ LES FASCISTES CHEZ Mme OLBERG-LERDA

Les journaux socialistes allemands publient « in extenso » le récit fait par Mme Olberg-Lerda, laquelle a eu sa maison dévastée. Nous en reproduisons les parties les plus saillantes. On pourra se rendre compte que la qualification de criminels n'est pas, pour les fascistes, une phrase littéraire, mais une réalité vivante.

Après avoir essayé plusieurs fois, mais inutilement, de pénétrer dans la maison de Mme Lerda, ayant été repoussés par la police, les fascistes en grand nombre sont arrivés en camion devant la maison.

« Entre temps - dit cette dame - commencent au rez-de-chaussée des scènes sauvages, pendant que nous, au premier étage, nous tenons un « conseil de guerre » : mon mari, mes filles, l'une de vingt ans, l'autre de treize, et la bonne.

« Nous entendons qu'au rez-de-chaussée, les portes sont effondrées, les vitres cassées. Les fascistes enlèvent les volets des fenêtres. Ils démolissent le toit ; ils jettent par les fenêtres les machines à écrire. Entre temps, d'autres camions chargés de fascistes arrivent. Tous crient d'une seule voix : « A mort les socialistes ! A mort ! A mort ! »

« On n'entend que le bruit produit par la dévastation de la maison. Les enfants réfugiés sur la terrasse voient que les fascistes veulent allumer un incendie.

Toute la famille, en passant par les toits, est entrée dans une maison étrangère. Le locataire croyant avoir à faire à des voleurs, braque son revolver. Mais il comprend aussitôt, et il le baisse.

« Il est une heure du matin. Au rez-de-chaussée, tout est dévasté. Le téléphone est en morceaux, l'installation électrique arrachée ; les radiateurs ont été jetés dans la rue. Aucune fenêtre, aucune porte, aucun volet n'est en bon état. Dans la rue, les meubles forment des grands tas. »

Les fascistes ont ensuite emporté dans un camion tout ce qui avait une certaine valeur : machines à écrire, cyclostile, etc.

« Au cours de la nuit, d'autres fascistes sont venus pour demander si tout avait été détruit. La réponse, ils l'eurent en jetant un coup d'œil autour d'eux.

« Selon les déclarations de la police, les assaillants étaient environ deux cents. »

Mais voici une déclaration très importante qui démontre comment toutes les dévastations ont été opérées par volonté ferme des autorités fascistes.

Mme Lerda dit : « Tant que la police a pu menacer de se servir des armes, elle put réussir à tenir à distance les assaillants. Mais, dès que les fascistes surent que les agents n'avaient pas l'ordre de tirer, ils eurent le dessus. »

Ironie atroce ! Après la dévastation, on a mis pour garder la maison quatre carabiniers !

ENCORE DES DÉVASTATIONS

A Naples, il faut ajouter à la longue liste des dévastations, celle de la maison du député démocrate Janfolla. A Benevento, l'habitation du député De Caro, démocrate. A Torre del Greco, celle de l'ex-maire Palomba.

A Rome, les fascistes ont pénétré dans les bureaux de la Société « Beni Stabili ». Comme premier acte, ils ont giflé les employés. Ensuite ont imposé au chef de bureau d'expulser de son logement M. Torrigiani et M. Nobili, l'un franc-maçon, l'autre socialiste maximaliste.

Encore à Rome, l'habitation du député Campodonico a été incendiée. La maison de M. Cianca, directeur du journal démocrate «Le Mondo», déjà brûlée aux premiers jours des sauvageries, a été à nouveau livrée aux flammes.

La maison du sénateur Sforza, à Rome, a été complètement ravagée. A Milan, les bureaux de l'avocat Caldara ont été détruits.

LE VOL LÉGAL

Les fascistes ne sont pas seulement des criminels et des vauriens. Ils profitent de ces jours de massacres et de pillage pour voler les objets de valeur dans les maisons des citoyens non-fascistes.

Dans toutes les maisons dévastées, les chemises noires ont eu préalablement le soin de cambrioler des objets, de l'argent et des titres.

Dans maints bureaux et habitations pillés, les propriétaires, après les exploits accomplis, n'ont plus trouvé ni bijoux ni objets en or ni argent ni autres valeurs.

C'est ainsi que le député Lucci a été complètement dévalisé, les fascistes lui ayant volé tout ce qu'il possédait.

LES DÉPORTATIONS

Le « Corriere degli Italiani » écrit : « Il apparaît que Mussolini a donné déjà des ordres pour qu'un grand nombre d'hommes politiques soient déportés. Tous les jours on en arrête de nouveaux.

Des trains spéciaux sont concentrés à Bologne. On ignore la localité où seront internés les citoyens à déporter.

« Les fascistes disent avec un cynisme répugnant qu'on les laissera mourir de faim ou qu'on les fusillera si les gardiens se plaignent d'eux. »

Il paraît que le vice-ministre Balbo est chargé de composer le corps de garde des déportés.

Le régime disciplinaire du domicile forcé sera un des plus durs.

LA CHASSE AUX DÉPUTÉS

Le « Corriere degli Italiani » reçoit ces nouvelles d'Italie :

« L'arrestation du député républicain Facchinetti a été suivie d'autres nombreuses arrestations.

Quelques députés communistes, Graziadei, Maffi, Gramsci, Damen, Riboldi, Repossi ont été arrêtés. On pense que tous les douze députés communistes seront arrêtés. »

Les agences gouvernementales fascistes démentent ces nouvelles, mais on connaît la valeur des démentis mussoliniens.

Le « Corriere degli Italiani » écrit encore :

« Des députés et des organisateurs socialistes ont été arrêtés, entre autres, le député Giuliani. D'autres Italiens ont, jusqu'à maintenant, échappé à la police, qui les recherche et a lancé contre eux des mandats d'arrestation, comme Pietro Nenni, M. Chiesa, Zannerini et Bergamo. On pense qu'on veut les arrêter pour les contraindre au domicile forcé. »

LE NOUVEAU SAC DE ROME

Des nouvelles de plus en plus précises nous font savoir que le sac de Rome a été opéré d'une façon méticuleuse et systématique. On compte, jusqu'à maintenant, plus de 50 maisons et bureaux dévastés, appartenant aux diverses personnalités politiques non fascistes.

La maison du communiste Bombacci a été pillée et dévalisée.

L'imprimerie du journal hebdomadaire « Guistizia » a été ravagée.

Dans les quartiers populaires de Porta Triomfale et San Paolo, plus d'une centaine de boutiques ont été ravagées.

Le nombre des blessés se calcule par plusieurs centaines.

Les fascistes, le 1er, le 2 et le 3 novembre surtout, ont parcouru la ville, le fusil en bandoulière, giflant et frappant à coups de cravache ou de gourdin tous ceux qui n'avaient pas l'air d'être trop fascistes. Des femmes, des enfants et des vieillards ont été brutalisés sauvagement. Les habitants terrorisés se cachaient dans leurs maisons, ne sachant pas quel sort pouvait les attendre s'ils osaient descendre dans les rues.

Dans les quartiers populaires surtout, les chemises noires s'exhibaient armés aux rares passants, comme s'ils étaient descendus en pays conquis.

SOMMATION AUX ANTIFASCISTES

A Soudrio, les fascistes ont fait savoir à la population que tous les antifascistes ne devaient plus se montrer en public ou sortir de chez eux, pendant quarante-huit heures.

LA POLICE DISSOUT, AU TYROL, LE PARTI POPULISTE ALLEMAND

Selon une dépêche de Berlin, la police italienne a opéré plusieurs perquisitions à Bogen, capitale du Tyrol du Sud. Le parti populiste allemand, la Ligue allemande et la Société de gymnastique de Bogen ont été déclarés dissous. La police fasciste a réquisitionné l'imprimerie allemande de la localité.

DE 5 A 6.000 PERSONNES BLESSÉES

D'après une nouvelle parue dans le « Vorwarts » de Berlin, le nombre des blessés atteint 5 ou 6.000 dans toute la péninsule.

A Leguano, Gallante et Basti-Arrizio (province de Milan) un grand nombre de travailleurs et leurs familles ont été expulsés de leur domicile.

Dans toute l'Italie, on peut compter plusieurs centaines de dévastations et d'incendies.

L'APPEL FASCISTE AU MASSACRE

Les extraits que nous allons reproduire démontrent nettement comment les journées de terreur ont été voulues et organisées par les organes responsables du fascisme, et par conséquent du gouvernement.

Les premiers mots prononcés à Milan par M. Marinelli, secrétaire administratif du parti fasciste, dès qu'on sut l'assassinat du jeune Zamponi, ont été les suivants :

« Le premier geste de justice a été accompli. Il faut maintenant frapper les complices. »

Les soi-disant « complices » étaient, selon Marinelli, les antifascistes. Ainsi, il lançait l'appel au massacre.

En continuant son discours aux chemises noires, Marinelli a déclaré :

« Tout attentat doit être payé avec cent têtes. »

Dans un autre discours, M. Giampaoli, secretaire du Fascio de Milan, s'est écrié :

« Les justes représailles peuvent ne pas trouver toujours prêts, sur leur chemin, les fascistes milanais. Depuis hier soir jusqu'à maintenant, beaucoup de représailles ont été commises. D'autres encore seront accomplies ! »

« Rappelez-vous - a continué Giampaoli - que quiconque ose donner la chasse à l'homme sans en avoir eu l'ordre du Secrétariat politique, sera expulsé du parti. »

Il est donc démontré que les actes de sauvagerie, les pillages et les assassinats ont été commis par l'ordre du fascio, et non par initiative personnelle des fascistes.

Les journaux fascistes ont donné libre cours à leur langage meurtrier. Le plus grand journal de Bologne, le « Risto del Carlino », en arriva à faire l'apologie du lynchage :

« Le lynchage - écrit-il - est supérieur à n'importe quelle loi, il représente l'impératif du salut public, il est utile comme exemple, avertissement et menace.Qu'il soit noyé dans son sang celui qui veut supprimer Mussolini! On ne peut pas empêcher les vipères d'exister, mais il ne faut pas hésiter à les écraser. Les fascistes de Bologne ont obéi à cet impératif, à cet instant-là, le peuple fasciste de Bologne personnifiait tous les fascistes en Italie. »

« L'Impero » réclamant une nuit de Saint-Barthélemy, écrivait :

« Les adversaires du fascisme et de l'Italie doivent être totalement supprimés.

« A partir de ce soir doit prendre fin la sotte utopie selon laquelle chacun peut penser avec sa propre tête. L'Italie a une seule tête, le fascisme ; un seul cerveau, celui du « Duce ». Toutes les têtes des dissidents doivent être fauchées sans pitié. »

La cause est jugée !

LA PRESSE ÉTRANGÈRE FLÉTRIT LE FASCISME

La nouvelle vague de terreur qui déferle en Italie a provoqué une vive réaction de la part de la presse de toute nuance, dans tous les pays.

En France, les journaux, tels que « Le Quotidien », le « Peuple », l' « Ère nouvelle », « l'Œuvre », « l'Humanité » et de nombreux journaux de province ont stigmatisé la féroce répression fasciste, en dénonçant les faits de terreur blanche qui se sont déroulés les premiers jours de novembre au delà des Alpes.

En Angleterre l « Evening Standard », journal monarchiste, a écrit :

« Ce nouvel attentat contre Mussolini fait horreur, mais il ne surprend pas. Le prix de la dictature réside en cette attraction qu'elle exerce sur les assassins. »

Le « Star », libéral, s'exprime ainsi :

« Nous pouvons concevoir que nos « die-hards » et nos fascistes applaudissent et qu'ils appellent de leurs vœux un Mussolini anglais. Mais dans ce pays nous avons appris que la liberté de parole et la liberté de pensée sont les deux seules véritables soupapes de sûreté. M. Mussolini a fermé l'une et l'autre en Italie. Quand l'inévitable explosion se produira et que M. Mussolini, avec tout son clinquant napoléonien, sautera en l'air, est-ce que nos chemises noires applaudiront encore ? »

Ailleurs, il écrit :

« Après avoir lui-même appelé la violence, trouvé des excuses à l'assassinat, il en est réduit aujourd'hui à proposer la déclaration de l'état de guerre en temps de paix et à supprimer les quelques droits qui restent encore au peuple. Tous les esprits libéraux d'Europe sont choqués de voir l'Italie, royaume de Cavour et de Garibaldi, tombée si bas que l'on vienne à proposer des mesures de gouvernement empruntées à l'histoire du despotisme. L'institution d'un tribunal d'exception est empruntée par un ancien socialiste à l'arsenal du détesté roi Bomba, de Naples, et à la tyrannie autrichienne. »

Et la « Westminster Gazette » :

« Les fascistes prétendent que les mesures tyranniques qu'ils adoptent sont approuvées avec enthousiasme par la vaste majorité du peuple italien. On ne voit pas très bien en quoi elles sont nécessaires si le régime est aussi solidement enraciné dans l'opinion nationale. »

La presse allemande flétrit, elle aussi, âprement les méthodes terroristes instaurées en Italie par le fascisme :
La « Weltam Montag » écrit :

« Mussolini est incontestablement un grand criminel, de l'envergure de César Borgia. Aussi, inspire-t-il seulement l'horreur.
« Grâce à Mussolini, l'Italie est devenue le pays le plus barbare du monde. Tous les pays s'unissent pour combattre la peste et le choléra. Mais les épidémies politiques ne sont-elles pas plus dangereuses que toutes les autres? »

Dans la plupart des journaux, on parle couramment de la « superhystérie » de Mussolini et des fascistes italiens. On considère, dans les milieux ouvriers, que le temps est venu d'exercer une action internationale antifasciste.

Le gérant : Simon André.

9184-11-26. — Imp. Parisiennes Réunies (Bourse de Commerce, E. Fuzat, imp.), 35, rue J.-J.-

